

# 1 | ÉCONOMIE POLITIQUE, DÉMOCRATIE ET L'ANTHROPOCÈNE

---

Article scientifique issu de l'appel à contribution des *Rencontres de l'écologie politique*

[ JASPER BLOM | Économiste politique, Sheffield Political Economy Research Institute ]

L'Anthropocène ou « l'Ère de l'homme » désigne le moment où l'humanité est devenue l'élément moteur des processus biophysiques à l'échelle géologique. L'humanité laisse désormais sa trace partout sur la planète, transformant les écosystèmes dans son sillage. Dans cet article, je soutiens que cette situation soulève des questions politiques urgentes et nous contraint à repenser les processus de décision démocratiques au moyen desquels nous répondons à ces questions. Ce propos dépasse l'accent généralement placé sur le « gouvernement » et englobe également la gouvernance des processus de production. En outre, j'affirme que deux objectifs clés doivent être au centre de la réinvention de la démocratie dans l'Anthropocène : l'amélioration de la représentation des « sans-voix » et le renforcement du pouvoir que nous avons sur les changements macroscopiques, désormais implicites dans la trajectoire prise par l'Ère de l'homme. Le premier passe par l'inclusion de nouveaux acteurs dans les processus démocratiques et par l'ajustement des institutions de la démocratie libérale. Le second exige une relocalisation des activités humaines et une décentralisation du pouvoir politique, comme proposé par exemple dans le cadre du municipalisme. Afin de développer ces points, je commencerai par une mise en discussion de l'économie politique de l'Anthropocène.

## **L'économie politique de l'Anthropocène**

Dès le moment où le climatologue Paul Crutzen a émis l'idée de

l'Anthropocène comme nouvelle ère géologique, à l'occasion d'une conférence internationale, celle-ci n'a pas tardé à devenir populaire parmi les artistes, les spécialistes des sciences sociales et les philosophes. Indépendamment de la prudence et de la rigueur qui caractérisent le processus suivi par la géologie universitaire pour établir la validité de ce concept au sein de sa Commission internationale de stratigraphie, ces acteurs se sont mis à imaginer et à conceptualiser les implications de cette nouvelle Ère de l'homme sur notre relation à la planète, à la nature, mais aussi sur les relations interhumaines. Comme cette section s'appliquera à le démontrer, l'Anthropocène pose de nouvelles questions essentielles relatives à la gouvernance de l'économie politique mondiale.

Le rôle moteur que l'humanité joue de nos jours dans les processus biophysiques mondiaux est étroitement lié à la façon dont sont organisés les processus de production. Les premiers signes indiquant que les humains devenaient un facteur de changement à l'échelle terrestre sont apparus avec l'advenue de l'agriculture. La sédentarisation des premiers humains, jusque alors chasseurs-cueilleurs, est intervenue il y a quelque 10.000 ans. À partir de ce moment, nos ancêtres ont commencé à modifier leur environnement en rendant la terre apte aux activités de culture et d'élevage. Les voies d'eau naturelles ont été détournées pour les besoins d'irrigation et les forêts, défrichées pour créer des pâturages. Ce phénomène a laissé des traces visibles sur la terre, qui se sont répandues à mesure de la diffusion de l'agriculture aux quatre coins de la planète. Toutefois, pendant la plus grande partie de l'histoire, l'impact de la production agricole est resté limité par rapport à l'échelle imposante des processus géologiques. Autour de 1750, la Révolution industrielle fait émerger une nouvelle dimension de l'impact humain sur la terre. À partir de ce moment, ce ne sont plus seulement les paysages, mais aussi l'atmosphère qui sont touchés par les processus de production humains, en raison notamment du recours aux combustibles fossiles. Le moteur à vapeur n'a pas seulement généré une explosion de la production, il est aussi à l'origine d'une augmentation régulière de la concentration en CO<sub>2</sub> de l'atmosphère.

Les développements apparus avec l'agriculture et la Révolution industrielle connaissent une accélération après la Seconde Guerre

mondiale. La mondialisation de la production et, par la suite, de la finance, entraîne une forte croissance de l'économie dans de nombreuses régions du monde. Cette croissance exponentielle de la production mondiale s'accompagne d'une croissance tout aussi exponentielle du niveau de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, d'un recul de la biodiversité, de l'érosion des sols et de la déplétion des matières premières. Et c'est effectivement au cours de cette période – baptisée la « Grande accélération » – que l'humanité prend définitivement les rênes de processus biophysiques cruciaux à l'échelle planétaire. Il y a fort à parier pour que la Commission internationale de stratigraphie, évoquée plus haut, choisisse ce moment comme marqueur du début de l'Anthropocène.

Si l'Anthropocène est une notion aujourd'hui à l'ordre du jour, la raison en est que l'économie mondiale est passée du stade d'économie agricole bourgeonnante à celui d'un processus de production mondial appuyé sur un système financier en apparence nomade et dénué de limites. Il est également évident que cette croissance économique sans précédent, au-delà de ses retombées positives, a également eu d'importantes conséquences négatives sur notre environnement naturel. Or, ces conséquences impactent également l'humanité puisque nous ne sommes pas, de toute évidence, une entité séparée de l'écosystème mondial – même si les débats sur notre économie semblent souvent le laisser penser. Si nous voyons la terre comme un système intégré, l'humanité occupant le siège du conducteur en raison de ses activités économiques (en accélération exponentielle), il est essentiel de prendre conscience des endroits où pourraient se dresser certains obstacles que nous pourrions percuter. Après tout, des conséquences néfastes sont d'ores et déjà apparentes. Nous sommes la première génération à subir les conséquences du changement climatique. Certaines situations météorologiques extrêmes survenues récemment sont les signes de la tendance plus globale à la crise climatique. Par ailleurs, l'Anthropocène nous affecte également par des voies plus détournées. L'aggravation de la pollution atmosphérique entraîne des maladies coronariennes, des problèmes pulmonaires et des AVC. Les substances chimiques rémanentes que nous répandons dans les voies d'eau du monde se retrouvent dans nos corps et ont des effets sanitaires négatifs.

Une équipe de scientifiques menée par Johan Rockström a procédé à l'analyse systématique du Système-Terre et identifié neuf processus biophysiques dont les limites, une fois dépassées, entraîneraient pour la terre et ses habitants des conséquences négatives en augmentation. L'exemple le plus célèbre de ces limites planétaires est le « maximum de 2 degrés de réchauffement mondial », ancré dans l'Accord de Paris sur le climat. La communauté internationale des États a décidé que les risques posés par les conséquences négatives, une fois cette limite dépassée (conditions météorologiques extrêmes, perte de biodiversité, augmentation du niveau des mers, etc.), sont trop élevés. Les neuf processus biophysiques identifiés par Rockström et son équipe sont tous liés à des processus de production spécifiques. Deux d'entre eux sont liés à l'agriculture intensive (les cycles du phosphore et de l'azote, l'utilisation des sols pour la culture), deux sont liés à l'utilisation des combustibles fossiles (le changement climatique, l'acidification des océans), et deux sont liés à l'utilisation de substances chimiques dans la production industrielle (la couche d'ozone et la pollution chimique). Les trois derniers processus biophysiques sont liés de diverses manières aux processus de production susmentionnés : les particules fines dans l'air, l'utilisation de l'eau douce et la perte de biodiversité.

Dès le moment où une limite planétaire a été déterminée, des questions politiques émergent. En supposant que nous voulions en éviter l'impact négatif sur l'humanité, comment faire pour rester dans la zone sécurisée ou réduire l'impact si nous sommes déjà au-delà de la limite – comme nous le sommes pour plusieurs processus biophysiques ? En d'autres termes, les processus de décision politiques doivent veiller à ce que l'impact des processus de production concernés ne dépasse pas ce qui est autorisé par la limite, soit à travers des innovations dans le processus de production, soit par une réduction de la consommation – p.ex. à travers l'interdiction de certaines substances chimiques, la création de taxes sur la pollution, la mise en place de systèmes de plafonnement et d'échange. La déplétion de l'ozone est, à cet égard, un excellent exemple de réussite : dès qu'il est apparu de façon évidente que l'utilisation des chlorofluorocarbones dans la production entraînait une déplétion de la couche d'ozone menaçant la vie sur terre, les pays se sont réunis et ont adopté le Protocole de Montréal, interdisant l'utilisation des chlorofluorocarbones. Ce traité

international a eu des conséquences importantes sur la production des réfrigérateurs, par exemple, les fabricants étant contraints de trouver une alternative aux chlorofluorocarbones.

Kate Raworth a ajouté au cadre des limites planétaires une contrainte importante. Nous devons non seulement rester à l'intérieur des limites planétaires, mais l'humanité a également décidé de se fixer des normes sociales minimum à satisfaire. Chacun a le droit à une vie décente, sans souffrir de la faim, à un logement décent et à des opportunités de développement, comme le précisent par exemple la Déclaration universelle des droits de l'homme et les Objectifs de développement durable. Cette contrainte ajoute une couche de redistribution au cadre des limites planétaires, en particulier si nous nous trouvons actuellement sur ou au-delà de la limite. La restructuration des processus de production qui pourrait s'avérer indispensable en raison des limites planétaires devra s'accompagner de mesures garantissant les minima sociaux. Si nous reprenons l'exemple susmentionné des chlorofluorocarbones, cela signifierait non seulement l'arrêt des processus de production basés sur ces substances chimiques, mais aussi la possibilité pour les travailleurs de cette filière d'être aidés dans leur transition vers une nouvel emploi et de bénéficier d'un filet de sécurité sociale dans l'intervalle pour leur éviter le dénuement. Ainsi, mieux encore que l'espace sécurisé pour l'humanité que suggère le cadre des limites planétaires, nous aurions désormais ce que Kate Raworth qualifie astucieusement de « donut », avec des limites internes et externes à l'intérieur desquelles la prise de décision politique en censée nous maintenir.

Pour la facilité de mon exposé, j'ai présenté le cadre Raworth-Rockström comme un exercice simple. Mais si les choses étaient réellement aussi claires, nous pourrions presque nous contenter d'une prise de décisions technocratique. Les réalités de l'Anthropocène sont cependant beaucoup plus complexes. Pour commencer, les limites planétaires baignent dans un certain degré d'incertitude parce que les effets des activités humaines sur les modifications des processus biophysiques ne peuvent pas être estimés avec exactitude. L'échelle et la complexité du système terre défient toute compréhension certaine à 100 % des impacts et, par conséquent, de ce que pourraient être

les limites. En outre, des points de basculement du système climatique pourraient faire placer le processus hors de contrôle. Il existe une chance que ces points de basculement surviennent déjà avec un réchauffement de 2 degrés et l'acceptation de ce changement, plutôt que d'opter pour un réchauffement plus limité, est un choix politique. Deuxièmement, des approches normatives différentes sont susceptibles de mener à des limites différentes. Implicitement, le cadre ci-dessus est souvent utilisé en fonction d'une logique d'utilité anthropocentrique. Une approche relevant de l'écologie profonde, c'est-à-dire donnant davantage de poids à la valeur intrinsèque des écosystèmes et de toutes les espèces, aurait toutes les chances de générer un ensemble de limites beaucoup plus strict. Autant dire que l'économie politique de l'Anthropocène est ce qu'on appelle un « problème pernicieux », de ceux qui sont extrêmement difficiles à résoudre parce qu'il faut compter avec des interdépendances complexes, une compréhension partielle de ces interdépendances et des contraintes en évolution. Il découle de ce qui précède qu'une simple prise de conscience de l'Anthropocène et des limites des systèmes terrestres, une refonte plus fondamentale de la politique démocratique s'impose. Mais avant que je ne formule certaines suggestions à cet égard, il faut d'abord discuter des possibilités de « prise ou de pouvoir humain » sur les processus d'échelle géologique de l'Anthropocène.

## **Le pouvoir dans l'Anthropocène**

L'Anthropocène présente un paradoxe intéressant : même si l'humanité n'a jamais eu un impact aussi considérable sur la terre qu'aujourd'hui, les individus humains ont de moins en moins de contrôle sur leur environnement. Une communauté locale peut se battre bec et ongles pour la conservation d'un écosystème local, elle n'est pas en mesure de se protéger contre le réchauffement planétaire. De même, un individu peut vivre aussi sainement que possible, il ne peut pas éviter d'inhaler des particules fines et empêcher des substances chimiques rémanentes de pénétrer dans son corps. Vous pouvez passer à l'alimentation biologique et arrêter de prendre l'avion, ces choix n'empêcheront ni l'effondrement de la biodiversité, ni l'urgence climatique. En

d'autres termes, le pouvoir individuel, dans l'Anthropocène, semble se restreindre.

Face à ces évolutions et ces défis systémiques d'ampleur mondiale, il est facile de se sentir désarmé. Comme nous l'évoquions plus haut, les défis de l'Anthropocène sont étroitement liés au processus de production économique, qu'il s'agisse de la production agricole ou de la production industrielle, basée sur les combustibles fossiles. La question du pouvoir dans l'Anthropocène pose par conséquent la question du contrôle que nous avons vis-à-vis des développements économiques mondiaux. Mais que faire face aux forces de la mondialisation économique, aux multinationales nomades et au déchaînement des marchés financiers mondiaux ? Eh bien pas mal de choses en fait. L'économie mondiale n'aurait pas pu voir le jour et exister si les États n'avaient pas consciemment décidé de libéraliser les échanges commerciaux et le secteur financier. La façon spécifique dont fonctionnent les variétés du capitalisme est très largement déterminée par les institutions politiques et les choix faits aux niveaux national, régional ou mondial. Tout qui soutient qu'il n'y a pas d'alternative – le fameux acronyme anglais « Tina » pour « there is no alternative », martelé par Margaret Thatcher quand elle appliqua ses politiques néolibérales au Royaume-Uni dans les années 1980 – dissimule en réalité son agenda politique. Le mouvement de l'altermondialisation allait d'ailleurs proposer plus tard un contre-slogan, « Not TINA but TATA », pour « There Are Thousands of Alternatives ».

Les marchés libres sont planifiés, ils sont créés et facilités par les choix politiques des gouvernements, comme l'a soutenu le grand économiste politique Karl Polanyi dans son chef-d'œuvre de 1944, *La Grande Transformation*. Dans le même ordre d'idées, l'économie mondiale qui était à la base de la grande accélération n'avait rien d'un développement spontané, elle résultait de décisions politiques délibérées. Le point important pour la discussion qui nous occupe, c'est que Polanyi a également souligné qu'une marchandisation excessive déclencherait une réaction. Les conséquences négatives de l'insécurité économique du marché éveilleraient un contre-mouvement spontané depuis le cœur de la société. En d'autres termes, lorsque les individus sentent que leur pouvoir sur la situation diminue et qu'ils ne

peuvent plus garantir leur bien-être, ils se constituent en mouvement politique afin de retrouver du contrôle et de la sécurité. A l'époque de Polanyi, cette tendance s'observait dans l'émergence des syndicats, de la démocratie sociale et de l'État-providence ou, dans une version plus sombre du contre-mouvement, dans la montée en puissance du fascisme après la Grande dépression.

L'analyse de Polanyi se révèle pertinente à la lumière des défis de l'Anthropocène et des sentiments de désenracinement et de perte de contrôle qu'il peut causer. Il y a lieu de tenir compte de ces ressentis dans un nouveau compromis politique – selon, c'est là que réside très précisément ce que l'Écologie politique peut et doit offrir. Non pas que l'Anthropocène ait rendu ce pouvoir impossible, mais bien que l'interaction entre le pouvoir humain, l'économie mondiale et les processus biophysique a complexifié la prise de décisions politiques appropriées. La teneur même du ré-enracinement a changé et la politique démocratique est à présent confrontée à deux défis : trouver les moyens de piloter les processus économiques vers l'espace planétaire sécurisé et trouver les moyens de rétablir le pouvoir individuel sur le processus. Dans la section suivante, nous aborderons le premier de ces défis, le « verdissement » de la prise de décision démocratique. La question du pouvoir sur la situation sera discutée encore après.

## **La politique démocratique pour l'Anthropocène**

La prise de conscience du fait que l'humanité a désormais un impact sur la terre à l'échelle géologique a posé des questions importantes sur la relation entre les humains et leur environnement naturel. Les tentatives visant à atténuer les tendances négatives de l'Anthropocène – un changement climatique hors de contrôle, un effondrement de la biodiversité, la pollution toxique – ou à nous adapter aux nouvelles réalités des épisodes météorologiques extrêmes ou à la dégradation des sols suscitent une pléthore de questions politiques. Les décisions nécessaires pour rester à l'intérieur du « donut » vont au cœur même de la définition séculaire de la politique, qui traite de qui obtient quoi, quand et où. En parallèle, même si bon nombre des problèmes



écologiques actuels sont connus depuis les années 1960 (*Le Printemps silencieux* de Rachel Carson, par exemple) et que le Club de Rome a pointé les limites de l'activité humaine dans son rapport *Les Limites à la croissance*, paru en 1971, les démocraties occidentales n'ont pas été capables de naviguer à l'intérieur des limites. Le Jour du dépassement mondial avance régulièrement dans notre calendrier. En 2019, il est tombé le 29 juillet.

J'affirme que les processus décisionnels démocratiques actuels portant sur le pilotage de l'économie politique mondiale sont une clé explicative importante de l'incapacité où nous semblons être de gérer efficacement les questions des limites planétaires et des minima sociaux. La composition du groupe de responsables politiques impliqués dans ces processus et le cadre institutionnel de ces processus génèrent des résultats qui ne sont pas en ligne avec les impératifs de l'Anthropocène. Dans un groupe de personnes fermé et relativement uniforme apparaissent les dangers de la pensée unique qui ne remet pas en cause le *statu quo*, lequel n'est plus en conformité avec les impératifs de l'Anthropocène. En outre, les acteurs concernés équilibrent plusieurs objectifs concurrents, certains à court terme (la pérennité des profits des entreprises) et d'autres à plus longs termes (surmonter les difficultés posées par l'Anthropocène). La complexité du problème pernicieux de l'Anthropocène offre donc aux acteurs politique l'occasion de tergiverser sans que les conséquences de ces atermoiements n'apparaissent clairement aux électeurs. Ces problèmes dont souffrent les processus de prise de décisions actuels de la démocratie mènent en toute probabilité à l'impossibilité de relever efficacement les défis de l'Anthropocène. Pour y parvenir, il y aurait lieu de modifier à la fois la distribution des acteurs de la pièce et la scène sur laquelle ils évoluent, c'est-à-dire les institutions politiques.

## **Les acteurs**

L'Anthropocène crée de nouvelles formes d'interdépendances qui justifient d'inclure de nouvelles voix parmi la troupe d'acteurs impliquées dans la démocratie libérale. Maintenant que l'humanité est la force motrice des développements de la terre, se pose

inévitablement cette question : quelle terre laissons-nous à nos enfants et à nos petits-enfants ? Les changements que nous imprimons au système terre dureront des siècles et les espèces que nous éradiquons ne reviendront jamais. Par conséquent, comme le demande Frank Biermann, scientifique spécialisé dans la gouvernance du système terre : « quels droits et responsabilités les générations actuelles – et leurs représentants parlementaires – doivent-ils à leurs successeurs encore à naître ?<sup>1</sup> ». Au-delà des successeurs à naître, j'affirme que les liens entre nos actions et la survie d'êtres vivants partout dans le monde nous donne une bonne raison de prendre leur voix en considération. Si les décisions humaines altèrent les écosystèmes mondiaux, ne sont-ils pas partie prenante au processus de prise de décisions ? Avons-nous le droit d'éradiquer des espèces sans mettre dans la balance leurs intérêts ou ceux des générations futures ? Les processus d'élaboration des politiques où ces voix ne sont pas entendues ont toutes les chances de souffrir d'une préférence favorable aux besoins des générations humaines actuelles. Pour atténuer cet effet, il faudrait que les sans-voix soient entendus, eux aussi. Il faudrait que soit entendue dans le processus politique la voix des générations futures qui vivront sur une planète réchauffée. Les écosystèmes qui disparaissent à cause de nos actions doivent être représentés aux côtés des autres parties prenantes. La politique démocratique dans l'Anthropocène a besoin de champions solides, déterminés à défendre les intérêts des sans-voix.

Comment modifier la démocratie en ce sens ? Comment donner une voix à l'Amazonie, aux humains à naître ? Une méthode conventionnelle consisterait à garantir la participation des ONG de défense de l'environnement aux processus démocratiques actuels. Les institutions corporatistes d'Europe occidentale représentant le capital et le travail ont ici valeur d'exemple : il serait possible de créer des institutions similaires qui élargiraient la participation aux syndicats, aux entreprises et aux ONG de défense de l'environnement. Les délégués syndicaux présents dans les conseils d'administration des entreprises allemandes pourraient être flanqués de représentants de l'environnement. Par ailleurs, il serait possible de modifier les législations de façon à ce que les ONG de défense de l'environnement aient un statut juridique

---

1 Frank Bierman, *The Anthropocene: A governance perspective*, in *The Anthropocene Review*, Volume 1 Issue 1, April 2014. <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/2053019613516289>

au nom des écosystèmes ou des espèces qu'elles visent à protéger. Ce procédé permettrait de représenter les acteurs écologiques dans le pilier judiciaire de la démocratie libérale. En somme, cette option consisterait à créer une économie corporatiste verte.

D'autres expériences intéressantes, portant sur des pratiques plus novatrices, sont en cours. En s'appuyant sur la pratique de l'ombudsman, qui défend les intérêts des citoyens face aux bureaucraties étatiques, « l'ombudsman des générations futures » pourrait se faire le champion des intérêts des générations à naître. Une option juridique novatrice consiste à octroyer la personnalité juridique aux écosystèmes, comme dans le cas très médiatisé du fleuve Whanganui en Nouvelle-Zélande. Les écosystèmes peuvent alors défendre leurs intérêts sur un pied d'égalité avec les entreprises. Enfin, Bruno Latour est célèbre pour avoir plaidé en faveur d'un « parlement des choses » au sein duquel se réuniraient des objets de la nature, de la science et de la politique, dans le but de prendre des décisions démocratiques. Si notre volonté est réellement de prendre au sérieux la politique de l'Anthropocène, il semble essentiel de continuer ces expériences visant à renforcer le poids des sans-voix dans notre démocratie.

## **Les institutions**

Toujours sur la base de propositions visant à élargir l'éventail des acteurs pour que les décisions politiques pilotent l'économie de façon à ce qu'elle reste à l'intérieur des limites planétaires, un autre ensemble de propositions cherche à refondre les institutions politiques pour les adapter à l'Anthropocène. Sur le thème de la « gouvernance du système terre », des propositions ont été avancées dans le sens d'un ajustement des structures de la gouvernance mondiale pour que l'humanité reste à l'intérieur des limites. Des comparaisons ont été faites avec la conférence de Bretton Woods pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque les grandes puissances ont créé les institutions appelées à gérer l'ordre économique inséré dans le libéralisme, en prévision de l'après-guerre. La prise de conscience de l'Anthropocène appelle un « moment constitutionnel » du même type, où il serait question de créer des institutions mondiales aptes à relever les défis. Il serait envisageable

de remodeler le Programme des Nations unies pour le développement, de renforcer les structures institutionnelles de la COP CCNUCC et d'ajuster les mandats de certaines organisations telles que l'OMC, le FMI et la Banque mondiale dans le sens d'une inclusion explicite du développement durable dans leur mandat. Les discussions récentes autour du rôle du FMI et des banques centrales en lien avec les risques que les dérèglements climatiques font peser sur la stabilité financière sont, à cet égard, prometteuses. Un développement institutionnel similaire est également survenu, mais plus directement orienté vers les processus de production, à travers l'implication des entreprises. Le Pacte mondial de l'ONU cherche à lier les multinationales à des normes écologiques et sociales. Les entreprises ont elles-mêmes créé des organes censés stimuler des formes de production plus respectueuses de l'environnement, parfois en collaboration avec des ONG de défense de l'environnement – les « tables rondes » sur l'huile de palme et le soja durables, par exemple.

John Dryzek a insisté sur le fait que ces institutions politiques doivent être capables d'ajustement réflexif face aux conditions changeantes de l'Anthropocène. Le changement d'approche au cours de la période qui a immédiatement précédé le sommet de Paris sur le climat fournit un bon exemple d'un tel ajustement réflexif : quand les Français ont compris qu'il ne serait pas possible d'imposer un plafond mondial sur nos émissions de CO<sub>2</sub> et de distribuer sur cette base des quotas nationaux, ils ont changé leur fusil d'épaule et proposé un processus ascendant où chaque pays était appelé à mettre sur la table une réduction de ses émissions de CO<sub>2</sub> qu'il s'engageait à atteindre. Ce principe a permis l'Accord de Paris sur le climat, même s'il reste à voir si cette innovation réflexive suffira à contrer l'urgence climatique. Les institutions démocratiques devraient intégrer un processus de réflexion et de délibération sur leur propre rôle par rapport au cadre des limites planétaires, et ajuster leur fonctionnement en conséquence.

## La politique de l'Anthropocène et la question de l'échelle

Si les innovations démocratiques évoquées ci-dessus peuvent certainement verdir la politique, elles ne traitent pas encore de la question du pouvoir. Bon nombre des solutions discutées portent sur le niveau macro, en écho aux défis mondiaux posés par l'Anthropocène. Les institutions de l'ONU et les traités mondiaux sur la gouvernance du système terre dépendent de processus de prise de décisions descendants, tout comme l'implication des représentants des ONG de défense de l'environnement dans les conseils d'administration des multinationales. Elles ne résolvent pas le problème du pouvoir limité des citoyens sur la situation. En substance, le problème est un problème d'échelle, comme l'a démontré l'auteur écologiste Ernst Schumacher dans son célèbre ouvrage *Small is Beautiful*, paru en 1973 et devenu entre-temps un grand classique (<https://www.harpercollins.com/9780061997761/small-is-beautiful/>).

Même si les défis posés par l'Anthropocène sont intrinsèquement des défis qui se posent au niveau du système terre et qu'ils nécessitent dès lors une coordination au niveau mondial, Ernst Schumacher a souligné que cette perspective amenait une logique d'uniformité, de procédures bureaucratiques ou de relations et de normes hiérarchiques au sein des entreprises comme des organisations de la société civile. L'échelon local, par contre, procède d'une logique de diversité et de créativité. A titre d'exemple, les franchises de Starbucks ont une apparence et des méthodes uniformes partout dans le monde, tandis que les magasins locaux indépendants sont tous différents, exprimant la créativité et le pouvoir de leurs propriétaires. De façon plus décisive, l'échelon local offre davantage de possibilités de participation utile à la prise de décision démocratique et contribue par ses initiatives à des changements progressifs et écologiques, ce qui souligne toute l'importance de combiner les innovations démocratiques discutées plus haut avec un agenda de relocalisation pour améliorer le contrôle. L'idée centrale serait ici que les politiques vertes émanant des processus démocratiques réinventés (telles que l'économie circulaire, l'agroécologie ou la démocratie par les énergies renouvelables) puissent être une source d'inspiration concrète à l'échelon des communautés.

Les initiatives venant de la base, de l'intérieur de la société civile, ne datent évidemment pas d'hier. La transition économique indispensable face aux limites planétaires offre une opportunité de relancer la dynamique de ces projets collectifs, une tendance qui gagne en popularité dans de nombreuses villes européennes sous l'enseigne du « municipalisme ». Dans ce contexte, les agendas écologiques des gouvernements locaux ne se concentrent pas sur plus de marché ou plus d'État, mais bien sur « plus de citoyenneté ». Voilà qui souligne tout le potentiel transformateur des projets communautaires, des coopératives et autres associations locales, qui ont un rôle essentiel à jouer dans la réduction de la dépendance aux chaînes d'approvisionnement longues (au niveau mondial), mais aussi dans la mise en place de circuits fermés pour les matières premières (l'économie circulaire) et qui, de cette façon, permettent à l'économie de redonner du pouvoir aux gens et de ré-enraciner l'activité économique. Les coopératives d'énergie locales ont une fonction non seulement dans la réduction des émissions de carbone, mais aussi dans la réappropriation de l'approvisionnement énergétique vis-à-vis des multinationales centralisées qui fournissent actuellement l'énergie provenant des combustibles fossiles. Les coopératives agricoles peuvent réduire les déchets alimentaires et limiter les transports de nourriture, mais aussi reconnecter les citoyens avec la production de leur nourriture. Les repair cafés réduisent l'utilisation des matières premières en prolongeant les vies des biens de consommation durables et créent un espace bienvenu pour faire du lien avec les personnes du voisinage.

Toutes ces initiatives reposent sur une autre approche de la production et de la consommation, orientée non pas vers la maximisation des profits mais vers la communalité et la convivialité. Les avancées technologiques offrent des opportunités intéressantes pour bâtir ces communautés par-delà les frontières géographiques et combiner une production industrielle hautement développée avec une échelle réduite (par exemple à travers l'impression 3D, voir Bauwens 2013 sur le postcapitalisme *peer-to-peer*<sup>2</sup>). Point important, cette approche municipaliste permet aux citoyens de réaffirmer leur pouvoir tout en contribuant à relever les défis de l'Anthropocène à l'échelle macroéconomique.

---

2 Michel Bauwens, Jean Lievens, *De wereld redden. Met peer-to-peer naar een postkapitalistische samenleving*, Houtekiet, 2013.

## Conclusion : la voie à suivre

J'ai défendu dans cet article l'importance pour l'écologie politique de développer un agenda qui soit double, à savoir la réinvention des processus de prise de décisions démocratiques (régissant le marché et l'État) et le renforcement des alternatives locales. Plutôt que d'opter pour des solutions impliquant un marché ou un État centralisé, les écologistes politiques devraient s'efforcer de renouveler la démocratie dans le sens d'une recréation du pouvoir que les gens ont sur leur situation, et cela en construisant des solutions ascendantes et visant à renforcer le pouvoir de la société civile vis-à-vis des concentrations de pouvoir existant dans l'État ou dans le marché. Un tel objectif exige une réinterprétation radicale de la démocratie libérale dans l'Anthropocène, qui passe d'une part par le transfert du pouvoir politique aux municipalités et de préférence aux communautés dans le but de créer des alternatives vertes (des initiatives favorables à l'économie circulaire, par exemple) et, d'autre part, par une déconcentration du pouvoir du marché en ouvrant les processus de décision démocratiques aux sans-voix.

Bien que le développement d'alternatives par les communautés locales de la société civile soit essentiel pour regagner du pouvoir, cet objectif ne peut pas être atteint sans s'allier avec des partis politiques au sein des institutions et de l'État. Pour contrer les forces du marché, l'agenda du municipalisme doit être mis en avant à tous les niveaux de la gouvernance démocratique. Je soutiens que les partis de la tradition de l'écologie politique (les « Verts ») devraient être – et sont par tradition – les représentants politiques de ces mouvements sociaux. Quand les partis verts s'alignent sur des initiatives du niveau local, portées par la société civile et basées sur les valeurs partagées de diversité, de solidarité volontaire et d'égalité accrue, ils doivent s'efforcer de renforcer la société civile vis-à-vis des institutions de l'État et du marché dans un cadre descendant. En d'autres termes, les Verts chercheraient à modifier les normes néolibérales dominantes pour raviver la citoyenneté et l'exercice du pouvoir à travers le développement d'alternatives aux processus de production mondiaux et à la maximisation des profits. La raccourcissement de la semaine de travail serait un excellent exemple de mesure politique visant à modifier les normes néolibérales. Cette

mesure aurait non seulement des effets écologiques positifs, à la fois intrinsèquement et par ses effets, mais elle permettrait aux citoyens de consacrer du temps au travail collectif. Idéalement, les partis verts travailleraient côte à côte avec les militants locaux pour se frayer une voie plus verte, diversifiée et démocratique à travers l'Anthropocène.